

# Résumé général

---

La première étude annuelle, qui couvrait la période 1996-1997, a été présentée en avril 1999 <sup>(1)</sup>. Elle avait été préparée en réponse à la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement <sup>(2)</sup> et aux résolutions du Conseil et du Parlement européen, lesquelles envisageaient la possibilité que l'étude annuelle fournisse des renseignements complétant ceux figurant dans le rapport annuel de la Commission sur le contrôle de l'application du droit communautaire.

La présente deuxième étude annuelle couvre les années civiles 1998 et 1999 et fait suite à la première étude annuelle, en présentant des informations actualisées concernant l'application de la législation communautaire en matière d'environnement. Elle comprend essentiellement cinq parties: les actions de suivi consécutives à la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement; d'autres actions spécifiques horizontales; les travaux réalisés par IMPEL (réseau de l'Union européenne pour l'application et le respect du droit de l'environnement) pendant la période couverte par l'étude et son programme de travail pour l'année 2000; des détails sur les textes communiqués par les États membres en vue de la transposition des directives communautaires dans le domaine de l'environnement qui devaient être transposées pendant la période considérée. Enfin, elle comprend également le chapitre relatif à l'environnement du seizième rapport annuel de la Commission sur le contrôle de l'application du droit communautaire <sup>(3)</sup>.

Actions dans le cadre du suivi résultant de la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement: la proposition de la Commission d'une recommandation du Conseil concernant les critères minimaux pour les inspections environnementales a été adoptée par la Commission en décembre 1998. Le Conseil, rejetant, avec la Commission, les amendements du Parlement européen pour changer la forme de la proposition en une directive, a adopté la position commune le 30 mars 2000.

Le travail a continué en vue de promouvoir la connaissance du droit communautaire de l'environnement par les cours de formation de magistrats et par l'établissement d'un projet pilote pour l'enseignement du droit communautaire de l'environnement dans cinq universités de différents États membres (Belgique, Danemark, Grèce, France et Italie).

D'autres actions spécifiques ont concerné la simplification du précédent projet de texte du livre blanc sur la responsabilité environnementale ainsi qu'une indica-

---

<sup>(1)</sup> SEC(1999) 592 du 27 avril 1999.

<sup>(2)</sup> COM(96) 500 final du 22 octobre 1996.

<sup>(3)</sup> COM(1999) 301 final du 9 juillet 1999.

tion qu'une directive-cadre pourrait être le résultat final après les consultations autour du livre blanc en temps utile. L'année 1998 a également vu la signature de la convention des CEE-ONU (convention de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies) sur l'accès à l'information, la participation publique à la prise de décision et l'accès à la justice dans les problèmes de l'environnement (la convention d'Aarhus) à Aarhus, Danemark. Tous les États membres sont signataires, et le travail se poursuit rapidement pour préparer la ratification de la convention. L'Union européenne a signé; avant que la Communauté puisse ratifier, elle doit s'assurer que toute la législation communautaire pertinente est alignée sur les dispositions de la convention. Parmi ces tâches prend place la révision de la directive 90/313/CEE sur la liberté d'accès à l'information sur l'environnement.

La direction générale de l'environnement est déterminée à s'assurer que les informations sur ses activités sont largement disponibles, et la deuxième étude annuelle énumère les différentes publications concernant son travail qui ont été publiées en 1998 et 1999.

En décembre 1998, la Commission a adopté une communication intitulée «La clause de révision: normes environnementales et sanitaires, quatre ans après l'accès de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne». Elle montre que le processus de révision prévu dans les traités d'accession de ces trois pays a abouti à des normes renforcées de protection pour la santé et l'environnement au sein de l'Union européenne.

Travail réalisé par IMPEL: depuis la dernière étude annuelle, IMPEL a rationalisé sa structure et bon nombre de ses projets à plus long terme ont été achevés. Cela a permis d'entreprendre une évaluation de son travail. Sans nul doute, sa plus grande réalisation a été son travail par rapport aux inspections environnementales. En outre, les projets d'une nature pratique qu'elle a entrepris peuvent être considérés comme des succès. La Commission a conclu que le cofinancement partiel du réseau par la Commission devait continuer.

La deuxième étude annuelle énumère encore les directives sur l'environnement que les États membres devaient avoir transposées en 1998 et en 1999, avec le détail des mesures nationales de transposition. Elle indique également les États membres qui ont omis de transposer les directives en question en temps utile.

Enfin, afin de fournir un travail de référence complet par rapport à l'application du droit communautaire de l'environnement, l'étude annuelle contient en annexe les chapitres de l'environnement du seizième rapport annuel de la Commission sur le contrôle de l'application du droit communautaire.

L'étude annuelle ne définit pas de nouvelle politique et se présente donc sous la forme d'un document de travail des services de la Commission.

La Commission souhaite que cette deuxième étude continue d'accroître la sensibilisation au droit communautaire de l'environnement dans les États membres et d'améliorer la transparence de son application; elle souhaite également montrer comment, avec l'aide de toutes les parties prenantes, elle met en application les principales recommandations contenues dans la communication de 1996, permettant ainsi à tous les acteurs concernés de participer pleinement et de contribuer à l'amélioration de l'environnement.